



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6075>

Il était (encore) une fois la hausse de frais

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2011 - Journal des alternatives. Vol. 2 - No. 1, avril 2011 -



Date de mise en ligne : lundi 4 avril 2011

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Madame, monsieur, il vous en coûtera 10 000\$ pour baccalauréatiser vos enfants en 2017. Bonne nouvelle, non ?

Brave chevalier de la lucidité économique, M. Bachand ? C'était la question qui brûlait toutes les « unes » de presse au lendemain du dépôt annuel des perspectives financières de la province. Les recteurs saluaient le « courage politique » de leur messie alors que les étudiants demandaient la peau du Judas, et comme le brouhaha des applaudissements et des lamentations enflait jusqu'à la cacophonie habituelle entre les « heureux » et les « pas contents », aucune réflexion globale n'était admise tant les passions s'exacerbaient.

Le Québec vit au-dessus de ses moyens depuis 30 ans. Ah ! Ces baby-boomers auraient pu y penser à deux fois avant de construire une société où le travail conjugué d'un peuple fier permettait à tous d'être éduqué, en santé et bien traité en tant que retraité. Ça coûte cher, de jouer au mousquetaire. Oublions donc le « un pour tous, tous pour un », on ne prospérera pas avec des idéaux, les amiEs. Les caisses de l'État crient famine, et quand le navire fait naufrage, le bon sens dicte le « chacun pour soi. »

Quoi ? Vous parlez de chances égales ? De partage social ? De vision durable ? Chut ! Voilà des années que notre chorale répète le même refrain, vous n'allez pas gâcher notre concert avec vos fausses notes tout de même !

Pour bien comprendre la hausse des frais de scolarité chiffrée à 325\$ supplémentaires par année pendant cinq ans, il importe de remonter à l'origine de la croisade idéologique actuelle, alors que le Roi Lucien, de retour de son exil fédéral, arrivait dans l'intention de picorer, petit à petit, un Prométhée devenu obèse. En effet l'État, et cela allait de soi dans les lendemains référendaires, poussait sa dette comme Sisyphe son rocher, incapable d'atteindre le sommet du podium mondialisé avec un tel boulet aux pieds. Lulu -Lucide Lucien-, maniant la cravache, entraîna fort et si bien sa société qu'elle devint svelte, musclée, biceps-abdos-mollets d'acier, prête, enfin, pour le grand marathon international de la course aux profits. Premières liposuccions faites dans la Santé et l'Éducation, l'athlète-Québec allait attirer l'oeil des Kodaks du monde au fil d'arrivée de la rentabilité. Devant l'immobilisme général face à l'émondage « salutaire » de l'État, la succession du Roi Lulu n'avait qu'à poursuivre le travail d'amaigrissement. Mario Dumont, rappelez-vous, a bien failli accéder au trône...

C'est pourtant Jean Charest, autrefois fou du roi, qui prit le pouvoir. Étrangement, la Couronne se passait au sein de la même famille conservatrice : Lucien Bouchard, d'abord issu des conservateurs de Brian Mulroney, avait bu à la même source que notre actuel transfuge de premier ministre, lui-même ancien chef du PC canadien désormais dirigé par l'aimable Stephen Harper. La droite, dans notre si beau pays, est une affaire de dynastie...

Les coupes entreprises par Lucien Bouchard il y a 15 ans trouvent leur prolongement direct dans l'action menée par nos libéraux d'aujourd'hui. L'année dernière, tentative d'instaurer un coût « modérateur » pour l'utilisation du système de Santé : aujourd'hui, « nécessaire » hausse des frais de scolarité dans nos universités : tout cela s'inscrit dans la si peu républicaine logique du « qui consomme, paie » caractéristique du programme actuel. Voilà une mentalité de marchandise où l'université se résume à une usine à personnel qualifié propre à aller servir l'entreprise, et où le diplôme se trouve réduit à l'état d'un « investissement » semblable à ceux faits en Bourse : certains sont risqués -allez faire fructifier un diplôme de philosophie, vous !-, d'autres non -comptables, pharmaciens, docteurs...

L'université, désormais invitée dans le marché de la concurrence, devient bien vite une marque venant certifier la qualité des connaissances. Or, dans le monde du savoir comme dans celui de la marchandise, le coût d'achat, nous le savons tous, ne représente en rien un gage de qualité.

Ainsi, en favorisant l'aptitude au travail plus que la capacité de réflexion, l'idéologie actuelle semble trahir, sans même se questionner, la mission sociale de l'université, celle d'instruire une population à l'art du juste jugement. Forger l'esprit critique doit être la chose la moins onéreuse au monde : prenez un livre, un soupçon de curiosité et suffisamment de temps pour réfléchir et vous voilà déjà sur le chemin de l'esprit critique. C'est ainsi qu'avec une bonne capacité de réflexion, l'étudiant devient citoyen...

Il était (encore) une fois la hausse de frais

Tout le problème est qu'aujourd'hui, l'université forme sur mesure des travailleurs. Ce faisant, elle doit constamment s'adapter aux réalités de l'entreprise, c'est-à-dire emprunter la route de la performance, de l'innovation et de la rentabilité pour fournir à sa « clientèle » un environnement semblable à celui qui l'attend dans sa vie professionnelle. Pour être à la page d'un monde technologique qui évolue plus vite que son ombre, les universités doivent engloutir des sommes faramineuses pour fournir leurs laboratoires avec la fine fleur de l'informatique. Des investissements condamnés à être éphémères puisque le domaine entrepreneurial doit sans cesse se renouveler pour rester compétitif.

Bien sûr que l'entreprise crie au génie ! La configuration actuelle de l'université lui évite l'effort de former elle-même ses employés. Qui aurait le front de s'opposer à cela ?

Justement : si cet ordre des choses fait leur bonheur, que les entreprises paient la hausse des frais. Les étudiants n'ont pas à investir dans leur avenir, comme cela se crie sur tous les toits. Cela revient à leur demander une contribution pour construire l'usine qui, une fois finie, les emploiera... ou pas.

Car afin de coller aux réalités du marché du travail, les frais de scolarité prennent leur envol et montent toujours plus haut. Nos chers élus de droite, le cœur sur la main, ont quand même pris soin de ne pas faire porter leur nouveau boulet financier sur la classe la plus économiquement vulnérable du royaume. En effet, des bourses supplémentaires ont été prévues pour les plus défavorisés, ce qui devrait suffire à empêcher, selon l'avis du gouvernement, l'embourgeoisement des universités. Les élites peuvent quant à elle dormir sur leurs deux oreilles : les hausses devraient les handicaper d'un voyage ou deux par année, mais sans doute pas au point de suspendre l'éducation de leurs enfants. Si nous réfléchissons bien, le sous-financement des institutions revient à être le fardeau d'une classe moyenne qui devra assumer en grande majorité le renflouement des caisses vides. Réparties sur une grande surface, un poids pèse moins sur chacune des parties qui composent le tout. Ce principe physique, notre gouvernement s'ingénie à l'appliquer à la gouvernance de notre société, répartissant toutes ses nouvelles charges sur les épaules de la classe économique qui englobe le plus grand nombre. Ni riche, ni pauvre, vous êtes l'Atlas, madame, monsieur, qui supporte la nouvelle société « compétitive », « rentable », « efficace » de demain...

... et les primes de départ des banquiers...

... et les scandaleux salaires des recteurs et des rectrices d' université, nécessaires, bien entendu, afin d'attirer les « meilleurs éléments »...

... et les F-35 de M. Le Premier Ministre...

C'est bien gentil de votre part, mais songez-y : à force de payer plus et de recevoir moins, quelque chose clochera bien à un moment ou à un autre. Dans quel genre de monde voulez-vous donc vivre ? Dans celui qui condamne un citoyen né dans la pauvreté à rester dedans parce qu'il est incapable de payer son éducation ? Ou dans celui où le partage et l'entraide gérés par l'État apportent certes son lot de problèmes, mais également de grandes victoires pour les richesses humaines que vous êtes, que je suis, que nous sommes ?

C'est à nous tous de choisir, il me semble... et ce, sans attendre qu'on nous demande notre avis.